

Objectif Oman

Mars 2017



Faits saillants

- Un rapport du BIT pointe le retard d'Oman en matière d'accès des femmes à l'emploi
- Indice de développement humain 2016 : Oman 52^{ème} sur 188 pays
- Emission record de 5 Mds USD d'obligations souveraines sur le marché international de la dette
- Ratification par Décret royal de l'extension du champ de production de gaz de Khazzan
- Pré-qualification de six entreprises pour l'appel d'offre relatif à l'unité de dessalement de Khasab

CLIMAT DES AFFAIRES

Les inégalités homme / femme en matière d'emploi en Oman parmi les plus élevées de la région (BIT)

Le Bureau International du Travail (BIT) a publié début mars un rapport comparatif sur les inégalités homme/femme au plan mondial en matière d'accès à l'emploi. Globalement, la zone Afrique du Nord / Moyen-Orient est moins bien classée que les autres régions du monde avec un taux d'activité des femmes en moyenne de 31 % contre 77 % pour les hommes. Au sein du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), le taux d'activité des femmes n'a que faiblement progressé au cours des 20 dernières années, entre +2 % et +5 % en moyenne pour l'ensemble des Etats-membres, à l'exception des Emirats Arabes Unis (EAU) et du Qatar où le taux atteint +10 %. Si le Qatar et le Koweït se différencient positivement avec un taux d'activité des femmes de respectivement 54 % et 48 %, le Sultanat d'Oman affiche pour sa part l'un des ratios les plus bas avec un taux d'activité des femmes de 30 % contre un taux d'activité des hommes de 86 %. Le pays se classe ainsi avant dernier au sein du CCG, juste devant l'Arabie Saoudite (taux d'à peine 20 %). Ce résultat rappelle le fort conservatisme de la société omanaise et souligne les défis pour le pays en matière de travail des femmes. Bien que les données officielles relatives au taux de chômage restent largement sous-évaluées, le rapport du programme national d'accélération de la diversification économique (*Tanfeedh*) indique que 67 % des Omanais demandeurs d'emploi sont des femmes. Alors que le BIT plaide pour une généralisation du travail à temps partiel de manière à rehausser progressivement le taux d'activité des femmes, *Tanfeedh* entend créer plus de 15 000 emplois à temps partiel d'ici à 2020, qui seraient exclusivement réservés aux femmes.

Pays année 2015	Taux d'activité des hommes (%)	Taux d'activité des femmes (%)
Qatar	94	54
Koweït	84	48
EAU	92	42
Bahreïn	85	39
Oman	86	30
Arabie Saoudite	79	20

BIT, 2017 "Towards a better future for women and work. Voices of women and men"

Oman classé 52^{ème} dans le classement du PNUD en matière de développement humain (IDH 2016)

Le classement 2016 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur l'indice de développement humain (IDH) - indice composite établi à partir de trois critères : le PIB par habitant, l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'éducation - fait état d'une relative stagnation de la plupart des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) par rapport au classement de 2015. Si l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis ont progressé d'une place par rapport au classement précédent, le Qatar (-1), Bahreïn (-2) et le Koweït (-3) ont vu leur position se dégrader. Hors Oman, les pays du CCG se placent toutefois dans le 1^{er} tiers du classement parmi les pays à « très haut niveau de développement ». Positionné au 52^{ème} rang, soit le même niveau que le classement 2015, Oman se situe parmi les pays à « haut niveau de développement », en léger retrait donc des autres Etats du CCG. Sur la période 2010-15, le Sultanat d'Oman a reculé de -3 rangs. Si le pays affiche de bons résultats en matière d'espérance de vie à la naissance (77 ans), il pâtit de résultats inférieurs à ses pairs en ce qui concerne le revenu par habitant (qui reste cependant à un seuil élevé) et l'éducation (moindre durée de scolarisation effective en moyenne). Dans ce classement toujours dominé par la Norvège, la France est 21^{ème} et a gagné une place entre 2010 et 2015.

Pays	Rang sur 188 pays (2015 par rapport à 2014)	IDH (valeur)	Espérance de vie à la naissance (année)	Durée moyenne effective de scolarisation (année)	Revenu national brut par habitant (2011 PPA \$)
Qatar	33 (-1)	0,856	78,3	9,8	129 916
Arabie Saoudite	38 (+1)	0,847	74,4	9,6	51 320
Emirats Arabes Unis	42 (+1)	0,840	77,1	9,5	66 203
Bahreïn	47 (-2)	0,824	76,7	9,4	37 236
Koweït	51 (-3)	0,800	74,5	7,3	76 075
Oman	52 (=)	0,796	77	8,1	34 402

http://hdr.undp.org/sites/default/files/2016_human_development_report.pdf

INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

Emission record de 5 Mds USD d'obligations souveraines sur le marché international de la dette

Le 3 mars, le Sultanat d'Oman a levé avec succès (sursouscrite quatre fois) pour 5 Mds USD de capitaux sur le marché international de la dette en une seule émission obligataire répartie en trois tranches à maturité respective de 5 ans (1 Md USD moyennant un *spread* de 190 pdb), 10 ans (2 Mds USD avec un *spread* de 300 pdb) et 30 ans (2 Mds avec un *spread* de 387,5 pdb). L'obligation, la plus élevée jamais émise par le pays, comportait pour la première fois une maturité très longue, de 30 ans, qui a attiré un grand nombre d'investisseurs américains et européens. Ces 5 Mds permettent de couvrir plus de 90 % du plan de financement via le marché international de la dette tel que prévu dans le Budget 2017. En réponse au déficit prévisionnel de 3 Mds OMR sur l'année, les autorités entendaient originellement emprunter pour 2,1 Mds OMR sur le marché international de la dette, le reste du déficit étant couvert par de l'emprunt domestique pour 0,4 Md OMR et des ponctions sur les réserves des différents fonds pour 0,5 Md OMR. En décidant d'émettre assez tôt dans l'année, les autorités ont non seulement su anticiper les hausses attendues des rendements dans le sillage du relèvement par la FED de la fourchette de taux de 0,75 à 1 % décidé le 16 mars dernier, mais ont aussi profité des liquidités encore abondantes dans un contexte de concurrence marquée entre pays de la région en matière d'émission de dettes. Alors que la situation financière reste difficile, cette émission permet au Sultanat de desserrer quelque peu la contrainte pesant sur la liquidité et le taux de change. En ce qui concerne la liquidité, les autorités pourraient ainsi limiter l'émission de titres sur le marché domestique afin de laisser davantage de financements disponibles pour le secteur privé. Sur le change, l'émission permet d'alimenter les réserves de la Banque centrale, soutenant ainsi l'ancrage du rial au dollar US. Malgré ce large succès, la problématique de la soutenabilité des finances publiques à moyen terme reste entière, en atteste la croissance rapide de la dette publique et de la dette externe, couplée au maintien des déficits jumeaux à des niveaux élevés. De ce point de vue, le succès de l'émission traduit moins la confiance des investisseurs à l'égard de l'économie omanaise que la disponibilité encore très large des liquidités au plan mondial qui assure le maintien d'une appétence forte à l'égard du risque émergent.

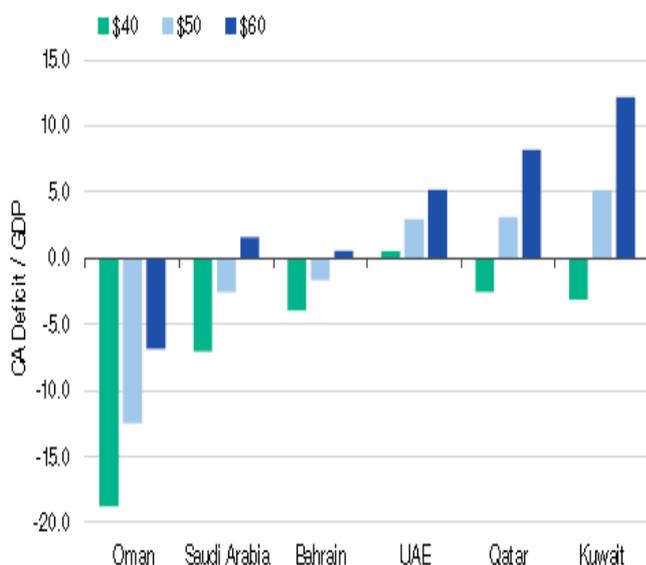
La Banque centrale relève son capital de 760 M OMR à 1 Md OMR dans un contexte de hausse des taux

Au terme de son 1^{er} conseil d'administration de l'année, la Banque centrale a validé le principe d'une augmentation de son capital de 760 M OMR à 1 Md OMR. Cette décision, effective à compter du 1^{er} avril, vise à renforcer la confiance des opérateurs à l'égard du système monétaire et financier local en particulier du point de vue de la liquidité et de la capacité des autorités à garantir l'ancrage du rial au dollar US. Elle permet également de fournir une base en capital plus appropriée au sein d'un système financier, certes encore étroit, mais qui tend à se développer rapidement. A noter que les taux d'intérêt poursuivent leur tendance haussière entamée depuis le 1^{er} semestre 2016. D'après le dernier bulletin de la Banque centrale d'Oman, en janvier, le taux d'intérêt moyen des prêts accordés au secteur privé par les établissements bancaires conventionnels était ainsi de 5,104 % contre 4,760 % à la même période l'an dernier. Le taux interbancaire au jour le jour s'élevait à 0,370 % contre 0,271 % en janvier 2016. Le taux de refinancement de la Banque centrale (*Repo rate*), qui se montait à 1,268 % en janvier atteignait fin mars 1,482 %.

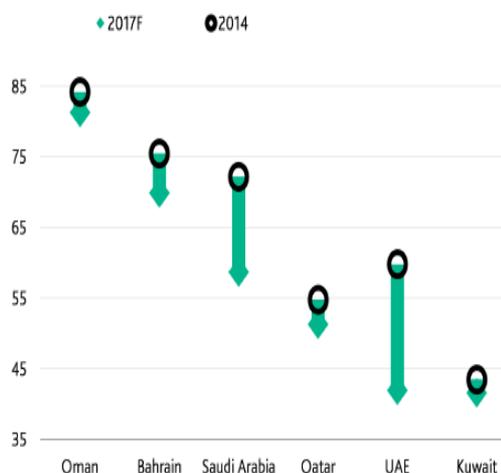
Moody's rappelle la forte vulnérabilité du Sultanat en cas de nouveau choc sur les prix du pétrole

Dans un rapport publié le 14 mars, l'agence de notation *Moody's* relève que le Sultanat d'Oman a vu ses comptes externes se détériorer rapidement depuis la mi-2014. Oman afficherait le plus fort déficit courant de la région, estimé à -19,3 % du PIB en 2016. En dépit des efforts menés pour réduire la dépense, le prix d'équilibre budgétaire du Sultanat d'Oman a très peu baissé depuis 2014 comparativement aux prix d'équilibre des autres pays de la région. A 78,4 USD (FMI), il reste le plus élevé de la région. Ce constat vient rappeler la très forte dépendance persistante du pays à l'égard des cours du pétrole. De ce point de vue, le Sultanat d'Oman serait l'un des pays les plus vulnérables parmi les Etats du Golfe en cas de nouveau choc sur les prix du baril. D'après *Moody's*, au vu du rythme actuel de réduction des réserves globales (Banque centrale et fonds souverains), le pays disposerait néanmoins de 9 années de capacité de couverture du déficit courant (dans l'hypothèse cependant d'un recours continu en parallèle aux émissions souveraines). Suite à ce rapport et en dépit du niveau élevé des déficits jumeaux, *Moody's* a laissé la note souveraine d'Oman inchangée à Baa1 (trois crans au-dessus de la catégorie spéculative), assortie d'une perspective stable, compte tenu du maintien d'un haut niveau de vie en moyenne (43 707 USD par Omanais) et d'un pilotage jugé assez prudent de la politique économique.

Sensibilité de l'évolution du déficit courant au prix du pétrole (hypothèses 40 / 50 /60 USD)
source Moody's



Evolution 2014/17 des prix d'équilibre budgétaire dans les pays du GCC
source FMI



INFORMATIONS SECTORIELLES

Gaz : ratification par décret royal de l'extension du champ de production de gaz de Khazzan

L'accord conjoint sur l'exploitation et la production (EPSA) conclu en novembre 2016 entre le gouvernement omanais d'une part, et BP et OCEP (Oman Oil Company Exploration & Production) d'autre part, a été ratifié par décret royal le 19 mars 2017. Cet accord concerne l'extension de la zone d'exploitation du site de production de gaz de Khazzan à Ghazzer, soit 1 000 km² supplémentaires. Au total, le site de Khazzan, exploité conjointement par BP (60 %) et OCEP, s'étend sur 3 700 km² et devrait produire à terme 1,5 Md de pieds cubes de gaz par jour (soit environ 42 millions de m³ de gaz) dont 1 Md pour Khazzan et 0,5 Md pour Ghazzer. La phase 1 du projet Khazzan, auquel Veolia est associé pour la production d'eau, doit être totalement opérationnelle à la fin de l'année 2017 et la phase 2, correspondant à l'extension vers Ghazzer, devrait être finalisée d'ici à 2020. Le coût total du projet est estimé à 16 Mds USD. Ce projet, le plus important du pays en termes de production de gaz, devrait couvrir 40 % de la demande locale via l'exploitation d'environ 130 gisements sur les quinze prochaines années.

Secteur bancaire : Bank Muscat obtient 525 M USD sous forme de prêt syndiqué

Début mars, Bank ABC et National Bank of Abu Dhabi ont syndiqué un crédit de 525 M USD pour le compte de Bank Muscat, la 1^{ère} banque commerciale du Sultanat en termes d'actifs. Remboursable en trois annuités moyennant un taux d'intérêt égal à LIBOR +170 pdb, il serait en partie utilisé pour refinancer une facilité de 600 USD contractée en 2014, arrivant à terme fin mars 2017. Cette nouvelle levée est toutefois présentée par la banque comme une opportunité d'octroyer davantage de prêts à partir d'une dette obtenue sur la base d'un coût de financement jugé favorable. Bank Muscat avait déjà levé l'an dernier 315 M USD via un autre prêt syndiqué regroupant Bank ABC, Citigroup, Crédit Agricole, HSBC, National Bank of Abu Dhabi, Standard Chartered ainsi que la Landesbank du Bade-Wurtemberg en qualité de chef de file.

La construction du Mall of Oman (groupe Majid Al-Futtaim) attribuée à une JV libano-indienne

Le groupe émirien Majid Al-Futtaim (MAF) a officiellement retenu la joint-venture formée entre le groupe libanais Consolidated Contractors Company (CCC) et l'entreprise indienne Sharpoorji Pallonji pour la construction du Mall of Oman. D'une valeur globale de 715 M USD, le Mall of Oman sera situé à Bausher, sur 137 000 m² et abritera 350 marques, un cinéma, des aires de jeux, un supermarché et un hôtel de 292 chambres. En novembre 2016, Majid Al-Futtaim avait retenu la société locale Sarooj Construction pour les travaux relatifs à la 1^{ère} phase de nivellement du terrain, de construction des murs de soutien ainsi que des voies d'accès. D'ici à 2020, MAF devrait investir 1,3 Md USD en Oman. Parallèlement à Mall of Oman, deux projets portés par MAF devraient ainsi voir le jour sur le moyen terme via le développement d'un City Centre à Sohar et d'un My City Centre à Sur, pour des montants respectifs de 116,9 M USD et 39 M USD.

Eau : six entreprises pré-qualifiées par OPWP pour l'usine de dessalement de Khasab

Oman Power and Water Procurement (OPWP), acheteur central d'électricité et d'eau dessalée relevant du groupe public d'électricité NAMA Holding, a retenu, en réponse à l'appel d'offre de pré-qualification lancé en octobre dernier, six sociétés et consortiums en vue de la construction d'une unité de dessalement située à Khasab. Il s'agit des consortiums ACWA Emirates (Emirats) - Sogex Oman (Oman) et Seven-Seas Corporation - Aquaventure (Etats-Unis), et des sociétés Utico (Emirats), Veolia Middle East (France), GS Inima (Corée du Sud) et Tedagua (Espagne). L'unité de dessalement, qui devrait être opérationnelle d'ici à 2019, aura une capacité de 16 000 m³ d'eau par jour, l'objectif étant de couvrir les besoins de moyen terme en eau du gouvernorat de Musandam. D'après OPWP, la hausse de la demande est estimée à près de +6 % par an en moyenne d'ici à 2020. Ce projet sera entièrement géré par des acteurs privés sous la forme d'un Independent Water Project (IWP) en collaboration avec le client final qu'est OPWP.

Oman Shipping sécurise l'achat de tankers via une levée de 227 M USD réalisée par Société Générale

La compagnie publique Oman Shipping Company (OSC) a levé en début de mois 227 M USD pour l'acquisition de dix navires citernes d'une capacité individuelle de 50 000 tonnes de port en lourd, affrétés

pour une durée de 7 ans à *Shell Tankers Singapore*. Les fonds ont été levés par la *Société Générale*, mandatée par OSC comme unique syndicataire et arrangeur du financement. Celui-ci se compose d'une facilité de crédit export de 12 ans consentie par l'agence sud-coréenne de crédit-export *K-SURE* combinée à un crédit commercial lié (couvrant 7 des 10 pétroliers) et d'un prêt hypothécaire d'une durée de 7 ans pour les 3 navires concernés. La partie commerciale de la dette ainsi levée implique également *Crédit Agricole CIB*, la *Korea Development Bank* ainsi que *ABN Amro*. La sécurisation des fonds doit désormais permettre de mener à bien la construction des dix navires citernes par le groupe sud-coréen *Hyundai Heavy Industries*. En dépit du contexte financier très contraint du Sultanat d'Oman, le succès de la levée de ces 227 M USD, favorisée par la présence de la facilité de crédit-export permettant de proposer un prix compétitif, devrait contribuer à soutenir les projets de développement d'OSC, en particulier s'agissant de sa flotte. OSC, qui assure déjà le transport de plusieurs minerais vers Oman dont la bauxite à Sohar depuis l'Australie, entend tirer profit de l'exploitation attendue des mines dans le sud-ouest du pays.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique de Mascate.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Economique de Mascate

Rédigé par : Gilles Bordes et Marine Audras

Revu par : Gilles Bordes
Chef du Service économique de Mascate

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/oman>